

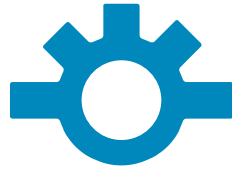


Observer et dialoguer - qui, quand, comment ?

**Intervention précoce dans différents
contextes**

Journée nationale IP

Mardi 24 janvier 2023, de 9 h à 16 h 45, Palais des Congrès à Bienne



Tout le monde peut être touché par un événement bouleversant ou une situation critique. Dans ces moments de vie, la probabilité de développer une consommation ou un comportement à risque, ou de montrer d'autres signes d'une évolution défavorable (p. ex. maladie psychique) augmente. Souvent, l'entourage perçoit un changement à un stade précoce. Il est fondamental d'ouvrir un dialogue à ce moment. Mais qui peut le faire ? Quand et comment ?

Une compréhension commune de l'IP est au centre des préoccupations. La nouvelle définition harmonisée de l'IP, élaborée par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) en collaboration avec un groupe d'accompagnement, servira de base à la journée et montre qu'à travers les différents champs profession-

nels, notre objectif est le même : « observer et ouvrir un dialogue » pour offrir un soutien approprié aux personnes en situation de vulnérabilité. La journée doit en outre servir à faire connaître les bases et les bonnes pratiques ainsi qu'à mettre en réseau les spécialistes.

Programme de la journée

Animation des discussions en plénière: Liliane Galley & Roger Mäder

À partir de 8 h 30	Café de bienvenue & enregistrement
9 h	Accueil
9 h 15	Mot de bienvenue Sophie Barras Duc, Office fédéral de la santé publique
9 h 30	Présentation « Évolution et état actuel de l'intervention précoce en Suisse » Pr Carlo Fabian, Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW)
10 h 30	Pause *
11 h	Cas pratiques au travers du Théâtre forum Compagnie « Le Caméléon »
12 h 30	Pause de midi *
13 h 30	1^{er} tour: Sous-plénières et ateliers
14 h 30	Stands d'information
15 h	Pause *
15 h 20	2^{ème} tour: Sous-plénières et ateliers
16 h 30	Allocution de clôture
16 h 45	Fin de la journée

* Les stands d'information sont accessibles durant les pauses. Toutefois, les exposants n'y seront présents qu'entre 14 h 30 et 15 h.

Les discussions en plénière et les deux sous-plénières seront traduites simultanément (d/f et f/d). L'alimentation est végétarienne.

Évolution et état actuel de l'intervention précoce en Suisse

Pr Carlo Fabian, responsable de l'Institut de travail social et de santé, Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse (FHNW)

Considérée comme une approche innovante dans le domaine de la prévention, l'intervention précoce a été largement diffusée en Suisse, au plus tard à partir de 2004, avec le soutien de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). D'abord centrée sur le cannabis, l'IP s'est peu à peu ouverte à d'autres substances et à différents comportements problématiques tels que la violence ou le littering. Au cours des vingt dernières années, toute une série d'initiatives et de travaux ont été menés afin de mieux faire connaître cette approche et de la mettre en pratique. Depuis 2022, nous disposons d'une nouvelle et très bonne définition du concept d'intervention précoce. Elle a été élaborée sous l'impulsion de l'OFSP par un groupe de travail national, réunissant des experts de différents domaines. Cette définition et la réflexion in-

tense sur cette thématique marquent le début d'une ère nouvelle pour cette importante démarche de prévention. Cette définition n'est toutefois qu'un début ! Outre le défi d'une meilleure mise en pratique de cette approche, une multitude de questions (bien souvent) sans réponses se posent. La principale concerne l'efficacité. La deuxième soulève les rapports de force et leurs effets non seulement sur les enfants et les adolescents, mais aussi sur les personnes adultes. La troisième question aborde le fondement théorique de cette approche, lequel fait encore défaut, du moins en partie.

La conférence sera l'occasion de présenter les évolutions des vingt dernières années et d'explorer les premières réponses aux trois questions abordées.



Sous-plénières et ateliers

1^{er} tour

de 13 h 30 à 14 h 30

Sous-plénière A:
Compétence en matière d'annonce (d/f)
A 1: Arbeitsplatz (d)
A 2: Arztpraxis (d)
A 3: Schwangerschaft (d)
A 4a: Ältere Menschen (d)
A 5: Ecole professionnelle (f)
A 6: OSER (f)

2^{ème} tour

de 15 h 20 à 16 h 20

Sous-plénière B: ensa (d/f)
A 1: Arbeitsplatz (d)
A 2: Arztpraxis (d)
A 3: Schwangerschaft (d)
A 4b: Personnes âgées (f)
A 5: Ecole professionnelle (f)
A 6: OSER (f)

Compétence en matière d'annonce : l'annonce concernant des enfants et des jeunes au sens de l'art. 3c LStup est-elle pertinente pour l'IP ?

Stephanie Stucki, collaboratrice scientifique, Infodrog
Alwin Bachmann, directeur adjoint, Infodrog

Infodrog a mené une analyse des besoins en lien avec la compétence en matière d'annonce dans la loi sur les stupéfiants (art. 3c LStup). Cet article constitue la base légale sur laquelle s'appuient les professionnels pour le soutien et l'annonce d'enfants ou de jeunes présentant des risques de dépendance. Il a parfois été désigné comme un instrument de l'IP. Après un aperçu du projet et de ses principaux résultats, nous nous concentrerons sur les recommandations élaborées par le groupe de travail réunissant des experts de différents domaines. Les questions suivantes nous serviront de fil

rouge : est-ce que la compétence en matière d'annonce visée par la LStup est connue ? Si oui, quel rôle joue-t-elle au quotidien ? Quelles expériences les participants ont-ils réalisées en rapport avec l'art. 3c LStup ? Est-ce que la compétence en matière d'annonce est pertinente pour l'IP ? Si oui, dans quelle mesure ? Et si non, pourquoi et quelles actions seraient nécessaires ? Partant de ces questions, nous entendons jeter un regard sur l'avenir de la compétence en matière d'annonce et discuter de différentes options.

Programme de prévention et d'intervention précoce ensa : premiers secours en santé mentale

Bettina Beer-Aebi, instructrice ensa, Pro Mente Sana

La santé mentale reste encore aujourd'hui un sujet tabou. On ne sait généralement pas grand-chose de ce dont on ne parle pas. C'est pourquoi les personnes présentant des difficultés psychiques n'entrent en thérapie que très tard, lorsque des maladies graves et chroniques se sont déjà développées à partir d'un léger stress. De même que les cours de premiers secours sont considérés comme une normalité dans notre société, le programme de prévention et d'intervention précoce « ensa : premiers secours en santé mentale » devrait le devenir lui aussi. Le cours qui sera présenté en sous-plénière reprend les

bases de la santé psychique et propose un entraînement poussé des cinq étapes de premiers secours selon le modèle « R O G E R ». Le cours de premiers secours ensa propose non seulement les connaissances et pratiques essentielles pour les secouristes, mais permet également de déstigmatiser les personnes concernées. Depuis plus de trois ans, le programme « Mental Health First Aid », qui connaît un succès international et est bien étayé sur le plan scientifique, est enseigné par la fondation Pro Mente Sana en Suisse.

F+F im Betrieb: Voraussetzungen und Gelingensbedingungen

Jacqueline Mennel Kaeslin, Co-Geschäftsführerin, Akzent Prävention und Suchttherapie Luzern
Felix Wahrenberger, Teamleiter Prävention, Akzent Prävention und Suchttherapie Luzern

Wie reagieren, wenn bei Mitarbeitenden eine Suchtproblematik vermutet wird? Ansprechen? Wegschauen? Kündigen? Die Verunsicherung ist bei Vorgesetzten und Mitarbeitenden verständlicherweise gross. Doch die eine richtige Vorgehensweise à la Betty Bossi gibt es leider nicht. Dennoch gibt es ein paar Anhaltspunkte, wie eine konstruktive Herangehensweise aussehen könnte im Umgang

mit problematischem Substanzkonsum oder Suchtverhalten von Mitarbeitenden. Anhand von Fallbeispielen stellen wir den Prozessablauf vor, wie bei einer Institution F+F eingeführt und verankert werden kann. Was gilt es dabei zu beachten? Was sind die Stolpersteine und welche Hilfe kann dabei der Leitfaden von Akzent Prävention und Suchttherapie den Vorgesetzten bieten?

Sozialberatung in hausärztlichen Praxen

Dunja Vetter, Sozialarbeiterin, Caritas beider Basel, (Pilot-)Projektleiterin «Sozialberatung in der Arztpraxis»

Im angelsächsischen Raum sind sogenannte «Primary Care Social Workers» bereits weit verbreitet. Demgegenüber finden sich in der Schweiz nur wenige Pionierprojekte, die eine Sozialberatung in Arztpraxen anbieten. Der Aufbau des Angebots der Caritas beider Basel wurde zusammen mit anderen Praxispartner:innen von der Berner Fachhochschule (BFH) wissenschaftlich begleitet¹. Die Studie der BFH zeigt, dass eine Sozialberatung in der Arztpraxis (SBA) einen rasch eintretenden Nutzen bringt. Die Ärzteschaft berichtet von mehr Zeit für die medizinischen Anliegen in den Sprechstunden, einer gesteigerten Versorgungsqualität und Arbeitszufriedenheit.

Die Patient:innen profitieren von einer besseren psychischen Gesundheit, einer erhöhten Autonomie und einem besseren allgemeinen Wohlbefinden. Dank Früherkennung, besserer Koordination zwischen Gesundheits- und Sozialwesen und interprofessionellem Case Management verbessern sich Qualität und Effizienz der öffentlichen Versorgung. Die Caritas beider Basel unterstützt seit eineinhalb Jahren niedergelassene Ärzt:innen dabei, soziale Patient:innenanliegen zu bearbeiten. Dafür gehen Sozialarbeitende in neun unterschiedliche Arztpraxen und bieten in enger Zusammenarbeit mit der Ärzteschaft Sozialberatungen an.

F+F im «Hard to reach»-Bereich: Fachgruppe Schwangerschaft / Elternschaft FAGSE

Franziska Schicker, Sozialarbeiterin, Stadt Zürich
Grazia Aurora, psychosoziale Beraterin, Stadt Zürich

Die Fachgruppe Schwangerschaft / Elternschaft arbeitet im Auftrag des Sozialdepartementes (SD) sowie des Gesundheits- und Umweltdepartementes / Städtische Gesundheitsdienste (GUD / SGD) der Stadt Zürich. Die Zielgruppe ist von mindestens einer der folgenden Thematiken – immer in Zusammenhang mit Schwangerschaft/Elternschaft – betroffen: Abhängigkeitserkrankung (illegale und legale Substanzen), Sexarbeit in Zusammenhang mit Milieu, Zwangsprostitution, Menschenhandel, illegaler oder unklarer

Aufenthaltsstatus, psychische Erkrankungen, Obdachlosigkeit. Die Zielgruppe der Fachstelle kann man in einem Ausspruch zusammenfassen: «Hard to reach!» In der Fachgruppe wird interdisziplinär gearbeitet. Vertreterinnen der Medizin sowie der Sozialarbeit bearbeiten die anspruchsvollen Fälle. In diesem Vertiefungsgefäss werden anhand von Fallbeispielen die Good Practices und Herausforderungen der Fallbearbeitung aufgezeigt.

¹Projet de recherche sur le travail social dans les cabinets médicaux : <https://www.bfh.ch/de/forschung/referenzprojekte/arztpraxis/> (en allemand)

Vertiefungsgefäss 4a



Systematische Vernetzung zur Unterstützung älterer Menschen: Wie Gemeinden Strukturen für die Implementierung von F+F im Altersbereich schaffen

Gabriela Widmer, Fachexpertin, RADIX Schweizerische Gesundheitsstiftung
Silvia Angst, Leiterin Fachstelle Alter, Stadt Uster

Bedarfsgerechte, miteinander vernetzte und aufeinander abgestimmte Angebote sind zentrale Faktoren, um älteren Menschen – insbesondere in Situationen erhöhter Vulnerabilität – eine wirksame Unterstützung zu bieten. Die Implementierung von Früherkennung und Frühintervention auf Gemeindeebene kann dazu einen massgebenden Beitrag leisten. Doch in der Praxis gilt es dabei einige Hürden zu meistern. Das Projekt «Hilfe ins Haus holen – leicht gemacht» der Stadt Uster zeigt auf, wie man vom Wünschbaren zum Machbaren gelangt. Die Akteur:innen im Altersbereich – von der Spitex, über die Kirchen bis zum Senior:in-

nen-Netz – wurden dabei zur Mitwirkung eingeladen. Gemeinsam entwickelten sie Massnahmen und definierten Prozesse, welche aktuell umgesetzt werden. Damit solch ein partizipativer Prozess gelingt, spielen politische Rahmenbedingungen und Finanzierungsfragen ebenso eine Rolle wie eine engagierte und gut vernetzte Projektleitung oder die Bereitschaft der Akteur:innen zur Zusammenarbeit. Wie man von der Vision zu konkreten Ergebnissen kommt und den Balanceakt zwischen strukturiertem Vorgehen und Ergebnisoffenheit meistern kann, erfahren Sie in diesem Vertiefungsgefäss.

Atelier 4b



Prévenir l'isolement des personnes âgées dans les communes : projet pilote

Florence Chenaux, consultante experte, RADIX Fondation suisse pour la santé

Le projet pilote « IP personnes âgées – Réseau de soutien local aux seniors » vise à prévenir l'isolement des 65+ en développant différents types de réseaux de soutien locaux. Il s'agit d'un projet participatif, qui favorise la collaboration avec les communes et impliquent à la fois les acteur:rices du terrain et les seniors dans l'élaboration et la réalisation de solutions locales, qui répondent aux besoins des seniors. Par leur proximité avec la population et à l'aide de leurs partenaires, les communes sont au premier plan pour mettre en place, avec les seniors, des mesures afin de favoriser les liens

sociaux et intergénérationnels, garantir l'autonomie des seniors, promouvoir le maintien à domicile et identifier en amont les situations de vulnérabilité et les risques d'isolement. Dans ce cadre, RADIX accompagne trois communes pilotes romandes depuis 2021 dans la mise en place d'un réseau de soutien local pour lutter contre l'isolement des personnes âgées. Les communes partenaires reçoivent un soutien professionnel de RADIX pendant trois ans pour mener un état des lieux, choisir et prioriser des mesures, les mettre en place et les monitorer.

Atelier 5



Processus IP en école professionnelle construit avec les apprenti-e-s

Frédéric Ulmer, Enseignant, Ecole d'assistant-e-s socio-éducatif-ve (ECASE)
Christian Wilhelm, Directeur, Fédération genevoise de prévention alcool/cannabis (FEGPA) / Carrefour addictionS

L'ECASE et la FEGPA/Carrefour addictionS développent depuis cinq ans un projet d'établissement et une intervention par les pairs. Pleine de rebondissements et d'ajustements, cette riche expérience intègre de manière paritaire des apprentis et des professionnels dans la cellule IP de l'établissement (cinq apprenti-e-s, deux enseignant-e-s, deux conseillères sociales, un spécialiste prévention). Ce projet a été pilote pour l'IP dans les formations duales.

A partir de jeux de rôle, la cellule a produit le protocole d'intervention et le fonctionne-

ment de l'IP pour l'établissement. Les enseignants ont vécu puis mené dans leur classe l'état des lieux et assumé des interventions progressives : Sensibilisation des premières années, formation à aborder les consommations entre pairs la deuxième année, formation à aborder les consommations dans le cadre de travail la troisième année. L'atelier proposera un échange en présence d'apprenti-e-s sur les stratégies, les opportunités et besoins clés de l'implantation de l'IP dans une structure de formation.

Atelier 6



OSER – une démarche de la plateforme Ado du GREA

Fabrice Rosselet, Chargé de projet, Groupement Romand d'Etudes des Addictions (GREA)

La méthode « OSER » offre des pistes d'actions face à des interrogations que des professionnel-le-s non spécialistes en addictions peuvent avoir au sujet de jeunes qui seraient en souffrance. Elle est le résultat de réflexions menées au sein de la Plateforme adolescent-e-s du GREA (PFado), regroupant des acteurs-rices de terrain. Dans cette perspective, elle s'inscrit dans l'Intervention précoce (IP), en mettant l'accent sur le repérage et l'accompagnement.

Cet atelier propose un bref historique de l'élaboration de cette méthode, en lien avec des constats et problématiques provenant du terrain. Il s'intéressera aux différentes étapes à suivre et abordera des notions centrales afin d'agir de manière adéquate face à d'éventuelles situations de vulnérabilité d'un-e jeune. L'idée principale est de donner des outils pour oser agir.



Plus d'informations et inscription
fachverbandsucht.ch/de/events/201

Coût de la journée
CHF 240.–

Lieu
Palais des Congrès
Rue Centrale 60
2501 Bienne

Groupe de pilotage
Akzent Luzern, Jacqueline Mennel Kaeslin
Fachverband Sucht,
Olayemi Omodunbi & Patricia Sager
FMH, Salomé Steinle
GREA, Marie Cornut
Infodrog, Alwin Bachmann
OFSP, Sophie Barras Duc
RADIX Fondation suisse pour la santé,
Yves Weber
Ticino Addiction, Marcello Cartolano

Contact
Fachverband Sucht
Weberstrasse 10
8004 Zurich

fachverbandsucht.ch

twitter.com/Suchtpolitik
facebook.com/fachverbandsucht.ch/

Sur mandat de



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la santé publique OFSP

En coopération avec

**info
drog**



akzent prävention und
suchttherapie

ticino**(addiction)**

